

Drei Briefe Aug. Wilh. Schlegels an Gentz.

Mitgeteilt von

Ludwig Schmidt.

Die im Nachstehenden abgedruckten Briefe Schlegels an Gentz stammen wie das in dieser Zeitschrift 23, 490 veröffentlichte Schreiben an Metternich aus der im Besitz der Kgl. öff. Bibliothek zu Dresden befindlichen Schlegel'schen Korrespondenz. (Bd. IX). Nr. 1 und 2 sind Konzepte, Nr. 3 ist Abschrift von der eigenen Hand des Briefschreibers. Schlegel hat dieselben in seiner Eigenschaft als Geh. Kabinettsrat im Dienste Bernadottes geschrieben, es kommt ihnen daher der Charakter von offiziösen Schriftstücken zu. Es wird hier der Zweck verfolgt, die schwedische Politik Österreich gegenüber nochmals zu rechtfertigen, nachdem die Verhandlungen mit dem Grafen Neipperg, der im Auftrage Metternichs den Kronprinzen von der Schädlichkeit seiner Ansprüche auf den Besitz Norwegens überzeugen sollte, resultatlos verlaufen waren.

1.

Stockholm, Mai 1813.

Je vous écris encore d'ici, mon cher Gentz, au moment de me rapprocher de vous. Je m'en vais partir un de ces jours, je m'embarquerai pour l'Allemagne et je saluerai mon sol natal avec une joie inexprimable sous des auspices bien différents de la sombre perspective de l'été passé. J'aurai le bonheur d'accompagner S. A. R. le prince Royal de Suède, ainsi vous saurez toujours où me trouver¹⁾.

¹⁾ Der Kronprinz von Schweden landete am 18 Mai in Stralsund.

Il y a près de deux mois, que je vous ai écrit une longue lettre¹⁾ sur tout ce que j'ai eu occasion d'observer dans ce demi-tour de l'Europe que nous avons fait, mes réflexions sur les événemens, mes conjectures sur l'avenir. Je vous ai peint la noble fermeté, que le Pr. R. a mise dans la marche et les difficultés, qu'il a eu à vaincre. Vous connaissez aussi bien que moi les services, que la Suède a rendus à la cause générale, par tout ce qu'elle a fait et par tout ce qu'elle s'est abstenue de faire. Mais tout en embrassant d'un vaste coup d'oeil les combinaisons de la politique européenne, le Pr. R. n'a jamais perdu un seul instant de vue les intérêts de la nation, qui l'a appelé à la succession. Il veut signaler son avènement en assurant aux Suédois un avantage vraiment national et durable. Des possessions transmarines ne peuvent nullement convenir à la Suède, comme l'histoire l'a prouvé: elles ont été acquises par des guerres longues et sanglantes, elles ont été perdues de même. De tout cela presque rien n'est resté que les conquêtes faites dans la Scandinavie même, des provinces si essentielles à la Suède, qu'on a de la peine aujourd'hui à se figurer, qu'elles aient jamais appartenues à Danemarck. La Suède ne peut pas reprendre son influence en Europe, elle ne peut jamais agir avec énergie au dehors aussi long-temps, que pendant chaque guerre elle a une immense frontière à garder contre un voisin suspect²⁾.

L'union des deux royaumes procurerait à la Scandinavie l'avantage inappréciable d'une existence à-peu-près insulaire: hors de contact d'un côté avec la Russie, de l'autre avec le Danemarck, inattaquable dans l'intérieur elle pourrait s'adonner tout entière à cultiver ses avantages maritimes; délivrée de toute l'inquiétude sur son intégrité elle n'aurait jamais plus de motif pour des guerres au dehors que celui de maintenir la liberté de la Baltique et la stabilité de l'état des choses dans le Nord.

Le Pr. R. veut donc la Norvège, il la veut absolument, rien ne pourra l'en détourner. Il a commencé par là le premier entretien que j'eus l'honneur d'avoir avec lui, et hier encore il me parla dans le même sens. L'énergie de sa volonté marche d'un pas égal avec la superiorité de son esprit. Il aura la Norvège de gré ou de force.

La première voye a été tentée inutilement dès le commencement de l'hyver. Le cabinet de Copenhague n'a rien fait qui vaille. S'il s'était prêté à donner une garantie suffisante de son adhésion à la cause des alliés, le reste aurait été ajourné jusqu'à la pacification générale, et l'on n'aurait rien exigé de définitif, avant que les indemnités du Danemarck n'eussent été assurées par des échanges. Il y aurait eu du mérite à quitter le parti de Napoléon, lorsque la scène de la guerre était encore en Pologne, et nous serions bien plus avancés aujourd'hui que nous ne sommes, si pendant l'hyver un corps suédois eût pu passer par les isles et la Jutlande pour agir conjointement avec des troupes danoises sur les dernières de l'ennemi. Le Danemarck a repoussé d'abord toute négociation, les forces de Napoléon ayant été refoulées de plus en plus; lorsqu'à Co-

¹⁾ Dieser Brief scheint nicht mehr erhalten zu sein.

²⁾ Über das Verhältnis Schwedens zu Dänemark vgl. Schlegels Schrift: *Considérations sur la politique du gouvernement Danois*. 1813 (Juni).

penhague on s'est vu à-peu-près cerni, on a fait quelques propositions touchées à droite et à gauche uniquement dans l'intention de gagner du temps, de susciter une opposition au ministère anglais et de désunir s'il était possible les alliés. Heureusement l'on a tenu ferme, et rien de tout cela n'a réussi. Ces démarches semblaient même dictées par Alquier¹⁾ dans l'espérance de conserver le Danemarc intact jusqu'à ce que les armes de Napoléon reprendraient le dessus dans le nord de l'Allemagne pour employer alors toutes les forces danoises contre les alliés soit en Allemagne soit en Suède.

Nous allons voir, si les Norvégiens montreront un dévouement sans bornes à un roi, qu'ils n'ont jamais vu, et à un cabinet, dont la politique depuis six ans les a exposés à la destruction de leur commerce et à la plus affreuse disette. Le Prince Royal a eu soin de préparer les esprits en Norvège. On ne pense pas à changer le cours (?) du monde, les lois et les coutumes de ce pays ni à le gouverner autrement que par ses propres magistrats. Il n'est pas question d'une réunion, mais de deux royaumes unis à droits égaux. On offrira même aux Norvégiens des soulagemens considérables de leurs charges actuelles, outre la liberté du commerce et l'abondance des grains qui s'ensuivraient immédiatement.

Voici un aperçu des forces suédoises. Vingt cinq mille hommes d'anciennes troupes observeront la Norvège. Deux classes de la conscription seront appelées aux armes, ce qui portera cette armée à 40.000 hommes. Deux autres classes de conscrits restent en réserve. L'armée suédoise destinée à agir sur le continent est de 30.000 hommes; avec les troupes, que les alliés mettront à la disposition du Pr. R., il commandera 70.000 hommes: c'est tout ce qu'il faut à un général aussi actif et aussi expérimenté, pour faire des opérations décisives.

Vous sentez bien qu'il n'est pas nécessaire de conquérir la Norvège en Norvège même. Peut-être le cabinet de Copenhague changera-t-il de pensées, quand il verra grossir le danger. On ne doit pas trop regretter, que cet épisode dans la guerre universelle distraira momentanément une partie des forces, qui pourraient être employées contre l'ennemi principal. Il ne serait pas prudent de laisser le Danemarc en arrière dans sa position actuelle. On est porté dans ce moment de fermer des espérances exagérées: cependant je ne crois pas qu'on puisse se flatter de voir cette terrible guerre terminée de si tôt. Lorsque la Suède aura obtenue son but, le seul, pour lequel on puisse engager dans une guerre transmarine une nation, qui peut constitutionnellement faire valoir ses intérêts, elle sera à même d'agir d'autant plus librement au dehors. N'ayant plus à garder sa frontière, avec les enrôlemens volontaires en Norvège ses forces disponibles pour la guerre d'Allemagne monteront à 50.000 hommes. Le Prince R. est trop pénétré des vues d'une politique libérale, pour ne pas persister jusqu'au bout dans le noble entreprise de contribuer à rendre une tranquillité stable à l'Europe. Ce n'est pas une haine personnelle, qui l'anime contre Napoléon, c'est une opposition de principes. Si l'empereur de France voulait prêter l'oreille à des propositions modérées, s'il

¹⁾ Charles Jean Marie baron d'Alquier 1810—1814 französ. Gesandter in Schweden vgl. Nouvelle biographie générale II, 215.

voulait renoncer à son système de réunions et de vasselage universel, s'il voulait se renfermer dans les bornes naturelles de l'empire français entre le Rhin, les Alpes et les Pyrénées, s'il prouvait à l'Europe, qu'il veut une paix réelle et non pas une trêve perpétuelle (?), il faudrait bien accorder à la France la paix et lui laisser les agrandissemens déjà reconnus par les traités de Lunéville et d'Amiens. Ces agrandissemens seraient balancés par ceux de plusieurs puissances et par les changemens de constitution, que la lutte actuelle amenera dans d'autres états.

Le discours de Bonaparte au corps législatif et les notes du Moniteur font évanouir toutes ces espérances. Il est clair, qu'il recuse la médiation de l'Autriche, qui ne peut reposer que par des bases pareilles. Elle se verra donc obligée d'agir par d'autres voyes, et d'après la grande consistance de cette monarchie et ses ressources inépuisables même après tant de revers je ne doute pas, qu'elle n'entre dignement en scène. Le Pr. R. est convaincu, qu'il est nécessaire pour l'équilibre de l'Europe, que l'Autriche reprenne son ancien ascendant, soit en Allemagne soit en Italie. Il souhaite à l'Autriche non seulement des avantages réels mais tout ce qui peut contribuer à la splendeur de la maison impériale. Il serait charmé, m'a-t-il dit, de voir l'Archiduc Charles porter une couronne en Italie. Jamais il ne rencontre le Cte. de Neipperg chez lui ou ailleurs sans engager avec lui des conversations particulières et lui témoigner une confiance marquée. Les qualités personnelles du Comte sont faites pour l'inspirer, mais le Pr. R. attache à ces communications franches des vues ultérieures. Si l'Autriche se décide bientôt de la façon dont a lieu de s'y attendre, si en accédant à la grande alliance elle veut seconder les intérêts de la Suède dans le Nord, il requerra (sic) une intimité parfaite entre les deux puissances. La Prusse en a déjà fait autant, elle a été la première se chercher la Suède, Mr. de Jacobi vient de nous quitter pour l'Angleterre, après avoir conclu une alliance défensive entre la Suède et la Prusse¹⁾, celle-ci par une clause particulière adhéree à tout ce qui à l'égard de la Norvège a été convenu à Abo²⁾ et confini par le traité dernièrement satisfaite à Londres.

Je me félicite de revenir en Allemagne sous de tels auspices. Le Pr. R. y est attendu avec une impatience extrême et son arrivée produira un grand effet moral. On sent bien qu'on a besoin d'une tête comme la sienne pour donner de l'unité et de la consistance à tous les plans. De tous les côtés on s'adresse à lui. Le Pr. Régent d'Angleterre met en lui une confiance illimitée, il nous a particulièrement renvoyés à sa direction, nous autres Hanovriens. La position du Pr. R. de Suède et son ascendant personnel se réunissent pour faire de la Suède la clef de la voûte dans la coalition du Nord.

Mes opinions individuelles, mon cher Gentz, ont peu de droit à votre attention. Mais tout ce que je vous ai mandé ci-dessus, vient de bonne source, et vous pouvez hardiment le communiquer comme tel, où bon vous semblera. Je vous ai développé les véritables intentions du cabinet

¹⁾ Vertrag vom 22. April 1813, Quistorp, Geschichte der Nordarmee III (1894) S. 225 f., 15.

²⁾ Vertrag von Abo vom 18. (30.) Aug. 1812 vgl. Quistorp III, 220 f.

de Stockholm, lesquelles dirigeront sa coopération dans cette guerre européenne. Soyez sûr, que rien ne changera la résolution prise à cet égard. Mille amitiés.

2.

Stralsund, Anfang Juni 1813.

Me voici depuis 15 jours en Allemagne, m. ch. G. J'y suis arrivé sous de bons et de grands auspices, sous ceux du Pr. R. de Suède, mais quoiqu'il y eût déjà des images avant notre départ, l'horizon s'est furieusement obscurci après notre arrivée. L'armée des alliés est repoussée depuis la Saale jusqu'à l'Oder; l'on ne pourra pas empêcher que les forteresses ne soient débloquées. Hambourg est pris et occupé par ces Danois, que le Ciel confonde, sous un commandant français et au nom de Napoléon. C'est un événement affreux et dont les suites sont incalculables aussi sous le rapport des moyens pécuniaires pour continuer la guerre. Tant de bonne volonté, de zèle, de dévouement même est non seulement perdu, mais a été sacrifié, pour ainsi dire, de gaité de coeur. Une infinité de personnes sont compromises et doivent risquer leur liberté et leur vie en restant ou en retournant chez eux, ou perdre leurs propriétés en émigrant, si toute fois ils ont pu le faire. Le monstre a une nouvelle occasion d'exercer sa tyrannie sanguinaire. C'est un exemple funeste rien de pire que d'offrir à un peuple, impatient de secouer le joug, des secours prématurés et qui ne sont pas solides; une autrefois il est à craindre que personne ne bougera. D'ailleurs, les Français, chassés pour quelques instants par une guerre vagabonde d'une partie du pays entre l'Elbe et le Weser, y prennent des mesures de précaution, ils enlèvent toute la jeunesse qui aurait voulu servir contre eux.

D'un autre côté vous voyez, comment va la coalition. Les Russes, après avoir montré de la persévérance dans les revers n'a (!) pas su échapper aux écueils des succès, à la légèreté et à la présomption. Ils ont rallenti leurs efforts, ils ont en l'air pendant quelques mois d'avoir entièrement oublié les services, que la Suède leur avait rendus, et de ne plus de soucier de sa coopération. J'ai trouvé P(ozzo) d(i) B(orgo) à Carlsrona¹⁾ dans les premiers jours de Mai et j'ai passé la mer avec lui. Il a beaucoup d'esprit et de caractère, mais sa mission était difficile: comment suppléer par de nouvelles promesses aux engagements manqués, lorsqu'aucun effet ne fait preuve d'une intention sérieuse?

Outre ce défaut de moyens, on s'est mis en désaccord sur les mesures à prendre dans les affaires Germaniques. J'attribue cela uniquement à Mr. de Stein. C'est lui qui a baclé le traité de Breslau du 19. Mars²⁾ — ce traité s'accorde parfaitement avec ce qu'il m'a dit et écrit précédemment. Il veut conduire l'Allemagne à la liberté par une voye plus despotique que cela de Napoléon, c'est à dire qu'il voudrait accabler de coups un cheval qui avait envie de courir. Le but, dont Mr. de Stein depuis long temps ne s'est pas caché, est de jeter tous les princes

¹⁾ Vgl. Quistorp I, 11.

²⁾ Vgl. Oncken, Österreich und Preussen im Befreiungskriege II (1879) S. 120.

allemands par la fenêtre et de transformer le nord de l'Allemagne en une seule monarchie. Le midi deviendra ensuite ce qu'il pourra, ou se transformera de la même manière. „Il faut de l'unité et de la force à l'Allemagne, m'écrivit-il au mois de Novembre dernier, tout cet échaffaudage de Princes doit être abandonné; leur conduite abjectée les a rendus odieux et méprisables aux yeux de la nation¹. En conséquence le traité de Breslau ne fait aucune différence entre les Princes de la Confédération Rhénane dans le nord, qui n'ont fait aucune acquisition et ont cédé à une force irrésistible sans vouloir profiter des malheurs de notre patrie pour s'agrandir, et les premiers membres de la Confédération, qui ont été au devant de la corruption. Ensuite Mr. de Stein connaît mal les Allemands — leur faible est précisément un trop grand attachement à la personne et à la famille de leurs souverains — s'entend leurs anciens souverains — car les nouveaux sujets des nouveaux rois et grands ducs sont on ne peut pas plus mécontents —, et surtout les cidevant sujets Autrichiens regrettent amèrement leur ancien état. Je m'en suis (?) convaincu dans mes voyages. Un ministre d'état de cette partie, que je ne veux pas nommer, me dit à Paris: Nos peuples détestent leurs princes, ils sentent l'oppression qu'ils en éprouvent, ils ne conçoivent pas, que ces princes ne sont que les instruments de Bonaparte.

Les alliés trouveront donc partout beaucoup de bonne volonté — dans le nord chez les Princes et les peuples en même temps, dans le midi au moins chez une grande partie du peuple — pourvu que le but du rétablissement de l'ancien état et de l'indépendance nationale soit annoncé d'une manière non équivoque. Quel besoin y-a-t-il de ce corset de force que Mr. de Stein veut mettre à toute l'Allemagne? Son projet est impraticable, également contraire à la politique Européenne et aux vœux de la nation. Quoiqu'il arrive et quelque éloignées que soient à présent ces espérances, il me semble que l'Allemagne ne peut jamais être retablie que sous une forme fédérative quelconque. Et qui peut donner de l'unité à cette fédération si ce n'est l'Autriche, dont les vues se trouveront toujours d'accord avec celles de l'Angleterre et de la Suède? Je conçois, que la dignité impériale telle qu'elle était dans les derniers temps n'est pas un objet à convoiter; l'Empire ne peut recevoir une nouvelle constitution qu'après la paix générale; tout doit donc être provisoire — et la seule forme en même temps constitutionnelle et populaire d'agir et celle d'une ligue Germanique opposée à la Confédération Rhénane.

Vous connaissez sans doute les observations du Comte de Münster sur le traité de Breslau, lesquelles ont été communiquées à la cour de Suède¹). Elles l'auront été également à celle d'Autriche. Cependant je vous envoie la copie d'une lettre que je viens de recevoir de ce ministre, elle pourra encore vous intéresser.

¹) „Mein Memoire über Deutschlands künftige Verfassung und über die Behandlung der Angelegenheiten während des Krieges, einige Bemerkungen über den Breslauer Tractat und dergl. sind dem schwedischen Hofe mitgeteilt worden“ schrieb Münster an Schlegel d. d. 13. Mai 1813 (Schlegels Korrespondenz XV, 109). Ebenda ein Brief S.'s an Münster d. d. Stralsund 5. Juni 1813 und ein solcher M.'s an S. d. d. London 2. Juli 1813.

Le Cle. de Neipperg vous portera cette lettre. Il connaît à fond la position du Pr. R. de Suède et les principes qui le guident dans sa conduite. Il vous les expliquera mieux que je ne pourrai le faire. Seulement je puis vous dire qu'en ne voyant cela que de loin, on serait exposé à porter un jugement précipité. C'est un malheur, que le Pr. R. l'automne passé dans la conduite envers la Russie ait été trop confiant et trop généreux: la situation était telle, que s'il eût insisté sur la possession provisoire des îles d'Aland pour avoir un gage entre les mains, je ne doute pas qu'elle n'eût été accordée. Alors la Russie aurait eu un motif puissant de presser le Danemarc, et 40000 h. sur les frontières du Holstein au lieu de la mission du Pr.(ince) D(olgoruki), au mois de mars lorsque toutes les forces du Napoléon étaient à bas¹⁾, l'affaire serait arrangée depuis longtemps. A présent la grande ambassade qui s'est embarquée dimanche, est bien tardive; on la compare à la procession des trois rois mages, qui apportent de l'or, de l'encens et des myrrhes—plante aromatique mais amère. Je crains que le gouvernement danois ne se soit déjà livré irrévocablement au démon corps et ame. C'est d'autant plus dommage, que l'esprit des provinces allemands était excellent.

Il ne sert à rien de rabacher les erreurs passées. Mais en jugeant les rapports entre la Suède et le Danemarc (sur lesquels je vous ai écrit dernièrement une longue lettre)²⁾ je vous prie de ne pas oublier les services que la Suède a rendue depuis l'été dernier à la bonne cause, tandis que le Danemarc depuis vingt ans a toujours agi d'après les calculs de l'égoïsme le plus étroit.

Pesez aussi la situation du Pr. R. de Suède vis à vis de la nation. Vous ne pouvez vous faire aucune idée de l'état, où il y a trouvé l'opinion publique. Il a été un vrai missionnaire, il les a convertis pas à pas, si tant est qu'ils soient complètement convertis de leurs anciens préjugés et leurs nouveaux engouements. On attribuait les malheurs et les pertes que la Suède a effroyées à ce que sous le dernier règne on s'était brailé mal à propos avec Napoléon, tandis que ces malheurs furent causés par une conduite impolitique incohérente, en même temps téméraire et sans énergie . . . (?) Quel moyen d'engager les Suédois dans une guerre transmarine dont ils sont fort éloignés de concevoir l'urgence comme du temps du grand Gustave Adolphe, qu'en leur présentant la perspective d'un avantage national? Et le Pr. R. peut-il souffrir, que cette perspective qui lui a été formellement assurée, s'évapore en vaines espérances? Quoiqu'il en soit, il ne faut pas désespérer. On s'est bien battu jusqu'ici. Bonaparte a ramassé encore de grandes forces, mais cette-fois-ci je pense, qu'il a puisé dans le fond du sac. Rien n'est perdu, pourvu qu'un parfait accord soit promptement retabli entre les alliés. L'accession de l'Autriche porterait un coup décisif; elle doit être la basse fondamentale dans ce concert Européen. Que l'aigle à double tête déploie de nouveau ses ailes, qu'il reprenne le sceptre et le globe et le vautour, qui a usurpé son nom et sa gloire, qui s'est arrogé de lancer la foudre, bientôt chassé au delà il ne battra plus que d'une aile.

¹⁾ Vgl. Quistorp I, 7.

²⁾ Vgl. den vorbergehenden Br.ef.

Je vois partir le Cte. de Neipperg avec un regret extrême¹⁾. Sans doute il sera toujours à sa place dans un commandement militaire, mais je voudrais qu'il fût des nôtres, qu'il fût chargé d'une mission au Quartier général Suédois, sa puissance serait infiniment utile. Le Pr. R. l'aime et l'estime singulièrement et lui a donné toute sa confiance. Lorsque Mad. de Staël un jour lui fit l'éloge de cette noblesse innée, de cette loyauté chevaleresque, de cette vaillance si modeste qui caractérise le Cte, le Pr. R. répondit; „c'est absolument Bayard“. Avec les manières les plus prévenantes Mr. de Neipperg maintient toujours son franc parler; sa vivacité spirituelle et naturellement éloquente et pleine d'âme, avec laquelle il s'exprime, fait impression sur l'esprit d'un Pr(ince) pénétré de l'amour de la vraie gloire et qui est accoutumé à voir les choses en grand. Enfin dans le cas de votre coopération dont je ne puis me résoudre à douter, on ne saurait choisir un meilleur organe pour entretenir une intelligence parfaite.

Jo voudrais que vous connaissiez l'ascendant personnel du Pr. R. comme moi. On ne peut briser la puissance de Bonaparte, qu'en faisant valoir contre lui la haine des nations qu'il s'est suscitée: c'est bien plus encore un problème moral, qu'une difficulté physique à résoudre. Le Pr. R. par son caractère et sa position est éminemment appelé à rallier autour de lui toutes les espérances magnanimes, soit à l'étranger soit en France même.

Adieu mon cher Gentz, écrivez moi et annoncez moi l'Evangile de la nouvelle alliance. Oesterreich über alles wenn es nur will! Mille amitiés.

3.

Stralsund ce 6. Juin 1813.

Je vous ai écrit plusieurs fois, mon cher Gentz, et ces derniers jours ci longuement par le Comte de Neipperg. Mais dans l'époque, où nous sommes, chaque heure amène quelque chose de nouveau; d'ailleurs les communications étant au moins entravées, on ne sait jamais au juste, quand un voyageur ou une lettre arrivera. Vous me pardonnerez donc, si vous trouvez quelques redites dans celle-ci; je voudrais vous tenir toujours au courant de notre situation politique et militaire, afin que vous en fassiez tel usage pour la bonne cause, que vous jugerez convenable.

Vous serez peut-être étonné de me voir dater encore d'ici, étant arrivé à la suite du Prince Royal de Suède il-y-a près de trois semaines. Les causes de cette inaction désolante mais forcée pour le moment sont cependant faciles à expliquer.

Le Prince Royal, pour accomplir strictement sa promesse, est venu à l'époque marquée, quoiqu'il fût bien informé d'avance, que les corps auxiliaires, qui lui étaient promis ($\frac{35}{m}$ Russes et $\frac{27}{m}$ Prussiens outre $\frac{10}{m}$ hommes de la légion allemande qui devait être mise à la solde d'Angleterre), non seulement ne se trouvaient pas sur les lieux, mais qu'il n'y

¹⁾ Vgl. dazu Quistorp I, 6.

avait point d'arrangemens faits pour les fournir de si tôt. J'aime à croire, qu'on a eu sincèrement la volonté de remplir ses engagemens. Mais le fait est, que vers la fin de l'hiver la Russie a relâché ses préparatifs, qu'elle s'est endormie dans une trompeuse sécurité. On n'a pas voulu croire, que Napoléon, avec ses ressources incalculables, serait en état de créer si promptement une armée formidable. Un colonel russe, Français de naissance, m'a assuré, que le Cte. de Wittgenstein se moquait des renseignemens, qu'il essaya de lui donner à cet égard. Les énormes distances dans l'Empire de Russie (qui ont été d'une grande utilité pour sa défense, mais qui sont une cause d'affaiblissement dans toute guerre au dehors) ont fait le reste.

Depuis quelque jours seulement le Roi de Prusse a annoncé, qu'il allait mettre le corps du général Bülow sous les ordres du Prince Royal. Les généraux russes Wallmoden et Woronzof ont écrit aussi, que leurs instructions portaient la même chose. Mais le Prince Royal veut s'assurer, que cela soit entendu de la manière la plus formelle. En effet, un officier peut encore moins qu'aucun autre servir deux maîtres à la fois; point de succès militaire sans l'unité la plus stricte. Le Prince Royal a donc exigé, que si le Roi voulait dans la suite donner une autre destination au corps de Bülow, il en fût averti dix jours d'avance, et que pendant ce temps le général continuât d'agir sous ses ordres.

Ceci est quelque chose. Cependant c'est encore bien audessous de promesses, et bien audessous des forces à la tête desquelles un capitaine tel que le Prince Royal doit être placé pour déployer avec avantage son expérience et son talent militaire. Je ne vois pas trop, d'où viendra de si tôt le reste du corps auxiliaire des Russes, à moins qu'ils ne soient embarqués sur la Baltique. Comme les Alliés se sont battus jusqu'ici glorieusement mais avec une grande infériorité en nombre, il est à présumer que la grande armée absorbera pour le moment tous les renforts, qui peuvent arriver.

Le Prince Royal s'est donc vu réduit d'abord à ses seules forces Suédoises: troupes superbes en effet, mais qu'il ne doit pas aventurer légèrement, parce qu'elles doivent en tout cas former le noyau de son armée. Encore n'étaient elles pas toutes rassemblées. Vous savez ce que c'est que le transport maritime d'une force considérable, surtout dans une mer du Nord. Les débarquemens ont continué depuis notre arrivée, et ce n'est que dans cette quinzaine que l'armée Suédoise forte de 30000 est au moment de se trouver ensemble.

Placez vous à présent en idée sur cette pointe septentrionale de l'Allemagne, tirez un demi-cercle autour depuis Hambourg jusqu'à Stettin: sur toute cette ligne il n'y a presque pas un seul port, vers lequel on n'eût pas désiré que le Prince Royal envoyât des secours; s'il eût prêté l'oreille à toutes ces demandes, dans un instant il aurait vu ses forces éparpillées dans ses directions divergentes, et il n'aurait plus été le maître de suivre un plan de campagne. Stettin n'était que bloqué, Berlin semblait menacé, et on y était doublement allarmé ayant cette forteresse sur les derrières. D'un autre côté Hambourg était déjà aux abois, car l'Elbe est sa véritable défense et les îles étaient prises. Pour soutenir efficacement Hambourg et lever le siège, il fallait non seulement y jeter une

forte garnison, mais mettre le Cte. de Wallmoden en état par un renfort d'infanterie de repasser l'Elbe en force, et de chasser l'ennemi de la rive gauche. De plus on ne pouvait pas se fier aux Danois, comme le fait l'a prouvé: il fallait donc garnir toute la ligne depuis Hambourg jusqu'à Lübeck pour tenir en échec les troupes rassemblées dans le Holstein. Cette opération aurait exigé une grande partie des forces Suédoises. En même temps l'armée alliée était en pleine retraite vers la Silésie: on devait craindre de voir les forteresses de l'Oder successivement débloquées par un corps détaché de la gauche de Napoléon, lequel aurait pu ensuite prendre la Poméranie suédoise, dégarnie de troupes, à revers. Le Prince Royal a donc suivi les règles de la prudence en tenant pour le moment ses troupes concentrées et en fortifiant Stralsund pour s'assurer à tout hasard un point d'appui. Aussitôt qu'il se sera mis en état d'agir, nous pouvons être sûrs, que cela se fera d'une manière énergique et bien combinée.

Voilà pour la partie militaire: pour ce qui est des rapports politiques, vous n'ignorez pas le mécontentement, que le traité de Breslau du 19. mars a causé aux cours d'Angleterre et de Suède. Celle-ci y est passée entièrement sous silence; on fait une place à l'Angleterre comme par grace, mais on semble vouloir la borner à la simple possession du Hanovre sans influence ultérieure. Dans le Conseil central et dictatorial la Russie et la Prusse doivent avoir une voix chacune, l'Angleterre une troisième, tous les autres princes de l'Allemagne collectivement une seule. Il n'est pas dit, comment la majorité serait décidée, si les deux dernières voix se trouvaient en opposition avec les premières. La Suède est mise dans la cohue de la voix collective. Cependant la part qu'elle prend aux affaires d'Allemagne est la plus désintéressée, elle ne peut ni ne veut penser à y faire des acquisitions. La Russie défend en Allemagne ses possessions Polonaises, la Prusse veut conquérir ses anciens états et peut-être de nouvelles provinces. Le régime Prussien est-il assez aimé en Allemagne, pour qu'il ne faille pas rassurer les peuples qu'on appelle à combattre pour leur liberté, sur la crainte d'être assujétis à ce régime? La Prusse, à laquelle la chute de l'Empire est devenue si funeste, n'aurait-elle pas quelque motif de convaincre l'Allemagne, qu'elle veut enfin y être une puissance vraiment constitutionnelle? Tout le monde sait que les indemnités après la paix de Lunéville ont été infiniment favorables à la Prusse, et personne ne les lui contestera. Voilà donc bien de quoi la contenter. Je ne parle pas ici de l'esprit de la nation qui est excellent, je ne parle que des vues du ministère, dont les clauses secrètes du traité de Breslau donneraient sans doute la clé. Je souhaite de tout mon coeur, que l'esprit public l'importe et que le patriotisme prussien se transforme en un patriotisme plus libéralement germanique.

Du reste je me réfère à ma lettre précédente, où je vous ai fait part de mes réflexions avec celles du Comte de Münster. Toutes ces mesures dictatoriales d'administrations provisoires, de séquestrations de revenus — adoptées indistinctement et non pas contre les seuls refractaires — me semblent être l'oeuvre de Mr. de Stein, dont le caractère passionné brouille souvent les idées et lui fait oublier les règles de la prudence aussi bien que celles de l'équité. Sa présence a été fort utile en Russie pour ex-

horter à la persévérance; elle peut l'être encore, parce qu'il y en Russie un parti nombreux, qui se prononce contre la continuation de la guerre. Mais je souhaite fort, ou qu'il ait changé d'avis, en voyant la fâcheuse impression que son plan a produite, ou que son influence soit écartée des affaires d'Allemagne. Mr. de Stein juge mal le caractère des Allemands, qui ont en aversion tous les changemens subits, toutes les mesures violentes et révolutionnaires. Il les veut et pour nous mener à quel but? Je vois bien, ce que le traité de Breslau ôte aux princes, ce qu'il exige des peuples; je ne vois pas, quel avenir il garantit à la nation.

Le Prince Royal de Suède a sur l'Allemagne les idées les plus libérales et j'ose dire les plus salutaires. Etre le protecteur de la liberté germanique lui semble la plus belle gloire: il tient avant toute autre chose à cet héritage de l'immortel Gustave Adolphe. Il pense qu'on ne saurait assez hautement proclamer le rétablissement de l'ancien état, s'entendra autant que le permettront les bouleversemens passés, les circonstances actuelles et l'équilibre de l'Europe changé. Il pense qu'il faut procéder autant que possible par des formes constitutionnelles et qu'il faudrait même revêtir les actes de rigueur, s'il est nécessaire d'en venir là, d'un appareil de légalité.

Sans doute l'Allemagne doit être constituée plus fortunément pour se défendre au dehors: mais elle ne peut recevoir une constitution stable qu'à la suite de la paix générale; jusque là tout ne saurait être que provisoire. „L'autorité impériale“, m'a dit hier le Prince Royal, „peut seule donner de l'unité au Corps Germanique: je crois même qu'elle devrait être plus étendue qu'elle n'a été dans les derniers temps. Puisque l'Empereur François n'a été porté que par une suite de violences et d'infractions aux lois de l'Empire à résigner sa dignité élective en Allemagne, je le considère dès à présent comme Empereur germanique, & je me propose d'agir en conséquence, jusqu'à ce que l'Autriche ait positivement déclaré, qu'elle ne veut pas reprendre les rênes de son ancienne autorité dans l'Empire. Si l'Empereur d'Autriche jugeait à propos de déléguer à l'un des Archiducs ses frères, notamment à l'Archiduc Charles, ses pouvoirs, j'aurais pour ce prince toute espèce de déférence, qui lui serait due en sa qualité de Lieutenant impérial“. Le Prince Royal a parlé dans le même sens aux députés Hambourgeois; il leur a dit, que l'autorité impériale, reprise par la maison d'Autriche, serait le plus ferme appui de leur indépendance future.

Si en effet le monarque Autrichien, à qui l'Allemagne a eu tant d'obligations, qui a fait pour elle tant de sacrifices avant ces dernières sept années désastreuses, pouvait être engagé à ressaisir son autorité sans ce moment, où la partie saine du Corps Germanique est sans doute prête à la reconnaître d'après l'exemple de la Suède et de l'Angleterre: cela vaudrait mieux pour dissoudre efficacement la Confédération Rhénane, que toutes les Confédérations partielles que l'on pourrait former. Ce nom imposant d'Empereur d'Allemagne, soutenu par la puissance Autrichienne, ferait taire les prétentions particulières et donnerait une direction simple et sûre au patriotisme national qui se réveille partout. Je vous ai écrit une lettre détaillée, encore de Stockholm, sur la relation entre la Suède et le Danemarck; je puis d'autant plus me dispenser de revenir à ce sujet,

que je pense que le Comte de Neipperg aura fait là dessus un rapport très satisfaisant à sa cour. J'ajoutera seulement ceci. Le coup perfide de s'emparer d'Hambourg au nom de Napoléon a démasqué la politique du gouvernement Danois. Depuis vingt ans il s'était retranché dans le principe de la neutralité. Encore dans ces derniers temps il avait déclaré: je demande la paix avec l'Angleterre, du reste je veux rester neutre; si l'on me garantit mes anciens états, je pourrais peut-être même être engagé à fournir un contingent aux alliés. Voilà cependant que le Danemarck s'est mis le premier en hostilité ouverte contre la Russie et contre tous les Alliés; il s'est chargé du rôle le plus odieux en opprimant la liberté des villes anséatiques, à la quelle toute l'Europe s'intéresse. Les commandans Danois, qui ont paru vouloir protéger Hambourg pendant quelques jours, ont été hautement désavoués par le gouvernement.

La délivrance prématurée d'Hambourg, dont nous nous réjouissions dans le temps, a été d'abord un pur hasard, ensuite un véritable malheur. Le commandant français de Hambourg a évacué la ville gratuitement: s'il fût resté, le général Morand se serait réuni à lui et il aurait fallu un corps considérable pour les en déloger. Rien de plus funeste que d'inviter trop tôt par des espérances trompeuses les habitants d'un pays opprimé à secouer d'une main encore débile le joug étranger.

Cela décourage pour l'avenir, provoque des vengeances et fait prendre à l'ennemi des mesures de précaution qui affermissent sa domination. Le Prince Royal a donc bien raison, s'il ne donne pas dans le genre de ces excursions, s'il ne veut avancer que lorsqu'il sera sûr de pouvoir se maintenir dans les provinces occupées et d'avoir le temps d'exploiter leurs ressources d'une manière solide pour la cause commune. A l'époque même, où l'occupation d'Hambourg remplissait tout le monde d'espérances exagérées, il écrivit au ministre d'état Hannovrien, Mr. de Decken, par Mr. de Wangenheim, qui était venu à Steckholm de sa part, qu'il fallait bien se garder d'agiter le Hanovre, que le temps du soulèvement n'était pas encore venu.

J'ai terminé ma dernière lettre par des hymnes de joye, parce qu'on nous avait annoncé comme sûre et prochaine la coopération de l'Autriche. Mais hélas! la confirmation officielle de cette nouvelle n'est pas encore arrivée. Jusqu'à quand tardera cette déclaration, cette accession à la grande alliance, dont dépend aujourd'hui le sort de l'Europe? Elle me paraît cependant infaillible; car comment laisser échapper un moment, qui une fois perdu ne reviendrait jamais?